

Embargo : 14 janvier 1991, 15.30

Seule la version orale fait foi

Allocution de Monsieur le Conseiller fédéral  
Flavio Cotti à l'occasion de la présentation des  
voeux du corps diplomatique le 14 janvier 1991

---

Monsieur le Nonce,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs les Chargés d'affaires,  
Mesdames et Messieurs,

Lorsque j'avais envisagé avec joie notre rencontre d'aujourd'hui, j'avais l'intention de vous faire partager ma confiance et mon espoir devant l'actuelle refonte du nouvel ordre international. Je croyais en effet que nous étions en train de nous débarrasser des dernières séquelles de la guerre froide et que nous avançons pour le bien de tous les peuples sur le chemin du dépassement des idéologies, et sur la voie de la collaboration et de la paix.

Ce climat de détente inédit avait permis le rapprochement tant souhaité des deux grandes

puissances, dont les politiques semblaient pour la première fois depuis la 2ème Guerre mondiale s'inspirer de valeurs comparables. On pouvait dès lors espérer que l'ensemble de la Communauté internationale ainsi que le système des Nations-Unies puissent profiter de cette entente nouvelle pour empêcher à l'avenir l'émergence de nouveaux conflits, ou la résurgence des dramatiques instants comme la communauté internationale les a vécus par le passé.

Hélas, les espoirs que le Conseil fédéral avait de pouvoir en cette occasion considérer avec vous, Monsieur le Nonce, Excellences, Mesdames et Messieurs, les progrès accomplis sur la voie de la compréhension mutuelle entre les peuples et les nations, ce sont rapidement éteints au cours des mois et des semaines passés. Le paradoxe est que, comme cela souvent arrive dans notre expérience, l'éclosion de l'espérance est parfois rapprochée aux profondeurs de l'abîme. Les extrêmes se touchent souvent dans les contradictions qui sont celles des humains. Ainsi le Conseil fédéral qui s'est réuni ce matin en séance extraordinaire a dû longuement débattre de l'évolution internationale. Et après les efforts qu'il a accomplis, après aussi les espoirs qui étaient nés à la suite de l'annonce de la tenue de la rencontre de Genève du 9 janvier, il a dû

réaliser qu'il y a des moments où vraisemblablement le pouvoir d'un petit pays et ses possibilités trouvent des limites objectives et difficilement aptes à être dépassées.

Je vous dirai de la crise du Golfe avant tout, où l'on se sent poussé vers l'abîme heure après heure, minute après minute et où les perspectives s'assombrissent devant nous de manière impitoyable. Les sacrifices inimaginables en vies humaines, les dégâts au bien-être des peuples et au développement harmonique de leurs relations, les conséquences sociales abominables et les catastrophes écologiques qu'une guerre provoquerait sont devant les yeux horrifiés de nous tous. Je vous assure, qu'ils font trembler aussi mes concitoyennes et mes concitoyens. Et bien-sûr comme toujours dans ces cas-là, les faits vont dépasser en horreur l'imagination. Non, dans tout cela il n'y aurait plus la moindre trace de proportionnalité ou de rationalité. Y aura-t-il encore auprès de tous les protagonistes du conflit autant de raison et autant de coeur pour se laisser inspirer par une scintille quelconque qui pourrait conduire à la paix ? La Suisse adresse un nouvel appel solennel et vibrant à tous les pays afin que le conflit soit évité, afin qu'une sortie acceptable soit envisagée et trouvée, qui sauvegarde bien sûr

les principes du droit des gens et la volonté de la communauté internationale. Et une solution qui par là permette peut-être de créer les prémisses pour un élargissement des réalisations pacifiques dans la région et dans le monde entier. La petite Suisse inoffensive offre une fois encore ses bons offices et, si on le voudra, sa médiation. La Suisse, pays aux multiples cultures en appelle aux grandes cultures qui sont engagées dans le conflit; et en particulier elle invoque la grande et millénaire culture islamique qu'elle respecte, qu'elle admire comme une composante essentielle de la grande famille qui s'appelle humanité.

Et nous sommes en même temps profondément préoccupés par les faits de Lituanie et en premier lieu par les violences, par les blessés et les morts. Mais au-delà du grave drame humain, ces faits nous préoccupent pour les difficultés qu'ils peuvent entraîner dans le magnifique processus de pacification et de stabilisation européen. La Suisse admire profondément les évolutions qui se sont manifestées dans le grand pays ami qu'est l'Union Soviétique à la suite de l'ouverture, de la "Perestroïka". Cette évolution a fait accomplir des pas formidables au monde tout entier sur la voie de la paix et de la concorde. Elle a offert à l'Europe de se re-

trouver, réellement, de l'Atlantique à l'Oural. Nous souhaitons que le processus ne se voie pas bloqué brutalement. Nous souhaitons qu'il puisse continuer pour le bien des peuples concernés, pour le bien certain de l'Europe et du monde tout entier. Il faut donc éviter que la violence vienne entraver la Perestroïka; il faut donc éviter que, en violation de la Charte de Paris, des entraves soient interposées sur le passage que l'on vivait dans notre continent, de deux millénaires de conflits ininterrompus vers un nouveau millénaire finalement de paix, de démocratie et, comme il est hautement souhaitable, aussi de solidarité et d'écologie. La Suisse ne peut que rappeler ce que le Conseil fédéral avait déjà exprimé au mois d'avril : "Le seul moyen de résoudre le problème est la négociation et, le cas échéant, l'arrangement entre les deux parties; parmi les revendications exprimées par la partie lituanienne, le Conseil fédéral reconnaît son droit à l'auto-détermination". Là aussi, mon pays est prêt à aider, aussi au niveau économique, le grand pays de l'Est en voie de démocratisation. La Suisse espère que la paix et le dialogue s'installent d'une telle manière que la volonté d'entraide dont je parlais ne se voie pas entravée, qu'elle puisse fructifier et s'épanouir dans le futur. Mesdames et Messieurs, j'aurais eu la volonté pendant cette

rencontre d'échange des vœux de vous renseigner sur la volonté de la Suisse de participer à la consolidation de notre continent; de la volonté de la Suisse de s'insérer davantage dans le dialogue Nord-Sud qui reste l'élément central de l'évolution de l'humanité, de vous dire en particulier des efforts que nous osons considérer importants et que nous voulons même accroître dans le futur, que mon pays entreprend au service du problème environnemental, l'issue écologique devenant de plus en plus le nouveau défi cosmique lancé à l'homme; j'aurais voulu aussi vous dire quelque chose du 700ème de la Confédération que nous allons fêter cette année dans tout le pays; j'aurais voulu vous dire des deux crédits-cadre que, à l'occasion du 700ème, le Conseil fédéral entend soumettre pour approbation au Parlement concernant un montant global de 700 millions de francs affectés à l'allègement de l'endettement des pays en voie de développement et au soutien dans ces pays de programmes d'environnement d'intérêt universel. Je dois éviter de vous faire état de tout cela, parce que ma préoccupation et mon angoisse, que je sais partagée par toutes mes citoyennes et tous mes citoyens, m'ont contraint de me concentrer sur les sujets dramatiques que nous vivons heure après heure. En ce sens, il ne me reste qu'à réitérer au nom du Conseil

fédéral et du peuple suisse, mon appel à la paix. Seule celle-ci permettra d'apporter des réponses satisfaisantes aux autres interrogations d'ordre planétaire. Je saisis l'occasion de cette trop rare rencontre pour vous souhaiter au nom du Conseil fédéral un séjour heureux en Suisse placé sous des auspices personnelles favorables aussi dans l'année qui s'ouvre, et que je souhaite, malgré tout, pacifique !